

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-ONG-US-et-le-nouveau-plan-Condor-pour-l-Amerique-Latine>

Les ONG US et le nouveau plan Condor pour l'Amérique Latine

- Notre Amérique - Guerre invisible -

Date de mise en ligne : mardi 27 juillet 2021

Description :

Le nouveau plan Condor pour l'Amérique Latine, le budget prévu pour USAID par Washington en 2022 pour des « programmes de démocratie » contre Cuba atteindra 20 M\$, soit le même niveau de financement qu'en 2021...Manuel Zelaya

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Via le Département d'Etat et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), le budget prévu par Washington en 2022 pour des « programmes de démocratie » destinés à Cuba atteindra 20 millions de dollars, soit le même niveau de financement qu'en 2021. A charge pour des organisations non gouvernementales (ONG) locales de relayer cette action « interventionniste » sur le terrain.

Par José Manuel Zelaya Rosales*

Censées représenter la « société civile », toutes les ONG ne sont pas à mettre dans le même sac ou sur le même plan. Il n'en demeure pas moins que, au cours des dernières années, nombre d'entre elles, ainsi que leurs financements, ont été mis en cause par les gouvernements d'Hugo Chávez et Nicolás Maduro (Venezuela), Rafael Correa (Equateur), Evo Morales (Bolivie), Andrés Manuel López Obrador (Mexique), pour ne citer qu'eux. Elles se trouvent actuellement au coeur de la violente polémique qui oppose les Etats-Unis, l'Union européenne et leur sphère médiatique au gouvernement nicaraguayen de Daniel Ortega [\[1\]](#).

Au nom de l'Internationale des peuples anti-impérialistes, l'ex-président hondurien de centre gauche Manuel Zelaya, renversé en 2009 par un coup d'Etat, s'est récemment exprimé sur la question.

À partir des années 1980, avec l'avènement du modèle d'exploitation néolibéral, sont apparues des organisations qui, en théorie, étaient censées combler le vide qui se créait naturellement entre la sphère publique et la sphère privée. Semblant au départ impartiales, ces organisations non gouvernementales (ONG) sont devenues par essence des agents politiques autoproclamés de la société civile qui légitiment l'essor impétueux de la mondialisation et du marché. En Amérique latine, avec l'arrivée de gouvernements progressistes via les élections, comme dans le cas du triomphe électoral de Daniel Ortega et de la révolution sandiniste avec plus de 70 % des voix [\[2\]](#), ces organisations ont orienté leur activité vers le contrôle stratégique et politique de la société, avec pour objectif ce que, aux Etats-Unis, elles appellent par euphémisme un « changement de régime ».

La structure fonctionnelle érigée au « sommet », que ce soit par les Etats-Unis ou l'Europe, utilise quelques fondations opulentes pour alimenter toute la machinerie des ONG. Les plus importantes de ces fondations fournissent environ 80 % de tous les fonds gérés dans le monde par ces organisations. Dans la plupart des cas, les fondations mères n'ont pas de relation directe avec les bénéficiaires, qui fonctionnent comme opérateurs locaux des fonds reçus. Un réseau constitué par des agences de coopération internationale telles que l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), l'Institut national démocrate (NDI), la Nouvelle fondation pour la démocratie (NED), l'Institut républicain international (IRI) et d'autres agences gouvernementales occidentales financent des actions d'intervention visant principalement et prétendent à la « réduction de la pauvreté », au renforcement des « valeurs démocratiques », à la gouvernance, aux « droits de l'homme », à la transparence, la justice et la bonne gestion des finances publiques.

Du réseau susmentionné se déploient des centaines d'ONG qui saturent la vie politique de la société, créant une sorte d'Etat parallèle piloté par de grands médias et réseaux ; devenus artificiellement des protagonistes de la vie politique, ceux-ci tentent de saper l'action des gouvernements progressistes ou d'empêcher la montée au pouvoir de projets de gauche revendiquant la participation de la société et de l'Etat contre la tromperie du marché.

Cet immense réseau tentaculaire des pouvoirs factices se charge de promouvoir un agenda caché et spécifique défini par l'orientation qu'ils veulent voir adoptée par l'opinion publique. Au Nicaragua, ils promeuvent sans vergogne les politiques que l'Hégémon exige. Il n'est donc pas étrange qu'au Honduras, en 2009, ils aient activement soutenu le coup d'Etat, toujours sous couvert d'un discours anticommuniste de défense de la démocratie.

Dotées d'importantes ressources, ces organisations se consacrent à dire à l'Etat ce qu'il doit faire, jusqu'à devenir des agents de dé-légitimation de la politique ; pourtant, en se prononçant contre les mouvements de libération socialistes, elles adoptent de fait, au sens strict, une attitude de caractère politique.

De façon tout aussi perverse, elles se consacrent à la déstabilisation de tout gouvernement populaire qui, en Amérique latine, n'accepte pas de se soumettre aux diktats ou aux intérêts géostratégiques des faucons de Washington. Dans ce but, et en dépensant des ressources importantes, elles alimentent des réseaux de supposés mécontentements destinés à la construction d'images négatives des dirigeants.

Depuis la première décennie du XXI^e siècle, ce système bien articulé de « smart power » s'est spécialisé dans la promotion et l'organisation de « révolutions de couleur ». Celles-ci ne sont rien d'autre que des « protestations populaires contrôlées » visant à un changement de régime et à l'imposition d'une administration docile, au service des intérêts des sociétés transnationales. Significatives sont les participations de la Fondation Ford et plus spécifiquement de George Soros, qui a accumulé de l'expérience dans les pays d'Europe de l'Est après la chute du bloc soviétique et a joué un rôle clé dans les fameux « printemps arabes », dont certains, dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ont fini par renforcer l'existence de groupes extrémistes tels que l'Etat islamique.

En Amérique latine, l'activité de ces organisations va du Mexique, où elles s'opposent au gouvernement de la Quatrième transformation, à l'Argentine, où elles participent au travail minutieux de discrédit de l'administration péroniste. Ces derniers temps, leur principale attaque a été dirigée contre les pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), essentiellement le Nicaragua, le Venezuela, la Bolivie et Cuba.

Dans ces pays, elles ont été jusqu'à organiser des soulèvements violents, qui ont coûté la vie à de nombreux innocents. Le cas de Cuba est particulier, car les conditions existantes du blocus ne permettent pas le flux de ressources qu'elles utilisent dans les autres pays mentionnés. En ce qui les concerne, et sur leurs territoires, le Venezuela et la Bolivie ont neutralisé [NDLR : partiellement] l'opération de ces ONG qui utilisent généralement une façade d'organisation humanitaire.

Actuellement attaqué, le Nicaragua vit une situation similaire à celle qui a précédé les violentes émeutes organisées en 2018 par une opposition politique dépourvue de capacité organique, mais qui a bénéficié d'importantes ressources externes pour créer le sentiment d'une chute imminente du gouvernement démocratique. Cette fois, le nouveau « Plan Condor électoral » américain a été anticipé [par les autorités sandinistes], notamment du fait de l'injection de ressources considérables destinées à provoquer un boycott du scrutin de novembre prochain. Ces efforts visent à rehausser le profil politique de l'opposition et à empêcher une nouvelle victoire populaire du sandinisme. A cette fin, ils utilisent l'agenda médiatique qui, par sa tendance à la génuflexion, leur permet de passer de grands défenseurs du processus électoral aujourd'hui à porte-drapeaux de la suspension de l'élection demain, si son résultat ne favorise pas leurs intérêts.

L'Internationale des peuples anti-impérialiste réprouve l'évidente agression conservatrice de Washington contre le peuple du Nicaragua et se déclare solidaire de la Révolution sandiniste, dirigée par le « comandante » Daniel Ortega.

Internationale des peuples anti-impérialistes Manuel Zelaya (président) Lois Perez Leira (secrétaire exécutif)

[El 19 Digital](#), 4 de Julio 2021

[1] <https://www.medelu.org/Vol-d-hypocrites-au-dessus-du-Nicaragua>

[2] Daniel Ortega a été élu le 5 novembre 2006 avec 37,99 % des suffrages ; le 6 novembre 2011 avec 62,5 % ; le 6 novembre 2016 avec 72 %.